

Publié dans l'express

"Le mythe de la nature vierge de toute activité humaine est une impasse"

Par Christian Lévêque, publié le 28/04/2020 à 14:23 , mis à jour à 20:24

Selon Christian Lévêque, dire que nous sommes punis parce que nous détruisons les forêts relève de la "pensée magique".

afp.com/DESIREY MINKOH

Article Abonné

Pour l'écologue Christian Lévêque, la biodiversité passe par la réduction de la pauvreté et des solutions réalistes, loin d'un discours écologiste culpabilisateur.

Les mouvements conservationnistes, par la voix de scientifiques qui leurs sont acquis, ne manquent pas de rappeler ces derniers jours que si le Covid-19 existe, c'est de la faute des hommes qui ne respectent pas la biodiversité. Nous sommes punis parce que nous détruisons les forêts. Le grand retour de la pensée magique en quelque sorte.

Mais si ces experts sont diserts dans la litanie des exactions vis-à-vis de la nature, ils le sont moins quand il s'agit de proposer des solutions réalistes. On déroule depuis des décennies les causes de l'érosion de la biodiversité, mais les remèdes restent flous : réguler la population mondiale, multiplier les zones protégées (donc en excluant l'homme..), remettre en cause le modèle capitaliste, arrêter les échanges internationaux et les transferts d'espèces invasives, et bien entendu interdire les pesticides. Il ne suffit pas de dire "ya-ka" pour régler les problèmes. Le terme "bien-être humain" a été largement évoqué dans l'exercice de prospective des Nations Unies que fut l'Evaluation des Ecosystèmes pour le Millénium et ouvre d'autres perspectives que la simple "conservation".

LIRE AUSSI >> La déforestation est-elle vraiment responsable de l'émergence de nouvelles épidémies?

La démographie humaine est une vraie question. Plus il y a d'hommes, plus on occupe d'espace et plus on a besoin de ressources. Donc "ya-ka" réguler la croissance démographique ? La Chine et l'Inde s'y sont essayé, avec le succès que l'on sait. En outre, car sont visés en priorité les pays en développement.

Le commerce international et les échanges de flore et de faune ne datent pas d'aujourd'hui

Multiplier les aires protégées c'est réduire les surfaces disponibles pour les humains. Certaines ONG exigent jusqu'à 30% des surfaces terrestres. Comment faire quand la population augmente ? La politique des zones d'exclusion de l'homme, a eu quelques succès en milieu marin, mais a montré ses limites en milieu terrestre : quand on prive les populations de leurs terrains d'activité il y a nécessairement un impact humain. On sait par expérience qu'en cas de crise sociale, ces aires protégées sont rapidement dévastées à moins de devenir des objets économiques à l'exemple des parcs du Kenya et de Tanzanie, qui participent reconnaissons-le aussi à l'économie capitaliste.

Ce fameux modèle capitaliste tant décrié qui a été à l'origine des concepts de développement (sous-entendu des pays arriérés) après la Seconde guerre mondiale, quand les Etats-Unis se posaient la question de recycler leur industrie de guerre. Et qui par la suite s'est fait une virginité avec l'utopie du développement durable soutenue, rappelons-le, par les mouvements militants. Comme si nous vivions dans un monde de bisounours alors que la réalité nous rappelle tous les jours que la corruption et le profit à court terme sont les réels moteurs du fonctionnement de nos sociétés.

Quant au commerce international et aux échanges de flore et de faune, ils ne datent pas d'aujourd'hui, les agriculteurs venus du Moyen Orient ont importé chez nous les plantes adventices par exemple. Et notre agriculture est essentiellement basée sur des plantes qui viennent d'ailleurs. Les échanges se sont, il est vrai, intensifiés avec les moyens de transport modernes et de nombreuses espèces en ont profité pour se disséminer. Veut-on supprimer le commerce international ? Le contrôler ? Si oui, alors il faut expliciter le pourquoi et le comment.

LIRE AUSSI >> Marcel Kuntz : "En quoi la grippe espagnole était-elle due à la perte de biodiversité?"

Reste évidemment les pesticides, la bête noire des milieux militants. Si l'on peut être d'accord sur une utilisation plus raisonnée, leur interdiction, dans l'état actuel des connaissances est pour le moins problématique tant en agriculture que dans le domaine de la santé. Mais avec les pesticides on a concrètement un responsable et un bouc émissaire pour mobiliser les troupes.

Pour faire bref, si l'on s'intéresse aux causes profondes de l'impact des hommes sur la nature, elles sont relativement simples : la population croissante nécessite l'accès à plus de ressources alimentaires et économiques, notamment dans les pays très peuplés et pauvres ou déshérités. La recherche de profit n'est pas l'apanage du système capitaliste. Il faut le dire très clairement: quand on est pauvre on cherche à sortir de la misère et l'un des moyens est de capitaliser en exploitant les ressources naturelles. D'où la surexploitation, le braconnage, l'exploitation des autres aussi. Le mythe des sociétés traditionnelles respectueuses de l'environnement se vérifie pas sur le terrain. Car il faut vivre, qu'on le veuille ou non, avec cet autre rêve qui est celui du niveau de vie de nos sociétés occidentales. Sans compter la corruption qui n'est pas le monopole de quelques responsables politiques, mais que l'on retrouve partout et à tous les niveaux, y compris chez nous. Ce serait donc sur la pauvreté, et la propension des humains à jouer égoïstement leur chance dans le monde économique, qu'il faudrait agir. On voit toute la difficulté de l'enjeu. Ce qui n'empêche pas que l'on puisse partager l'idée que pour des raisons éthiques ou autres, il nous faut aussi mieux prendre en compte l'idée de préserver la nature. Mais comment ?

Dépasser les discours primaires et démobilisateurs

La tentation des mouvements conservationnistes dans ce contexte a un nom : l'ingérence écologique qui n'est, somme toute, que l'ambition d'imposer un ordre international au nom de la protection de la nature. C'est ce que les ONG avaient essayé d'introduire lors des discussions qui devaient aboutir à la Convention sur la diversité biologique. C'est aussi ce que les Etats se sont empressés de refuser car ils entendent rester maîtres chez eux. Mais on voit bien que la multiplication des dispositifs juridiques

contraignants tels que les conventions, les directives européennes, les plans biodiversité et les nombreuses lois en matière d'environnement, ne résolvent pas la question puisqu'à chaque réunion de la Convention sur la Diversité biologique, on fait le constat que nous n'avons pas enrayer l'érosion. Constat d'échec donc d'une politique qui fait l'impasse sur les causes réelles de cette érosion. Mais surtout qui est basée sur l'idée que la nature est intangible et doit être protégée comme telle. Le mythe de la nature vierge de toute activité humaine héritier des religions du Livre, qui est l'idéal de certains militants, est non seulement une vision idéologique, c'est aussi une impasse. En effet, quand on regarde ce que nous appelons nature en Europe, ce sont pour la plupart des paysages agricoles qui sont issus de la déforestation, faut-il le rappeler. Ce sont nos bocages qui sont par excellence des milieux jardinés créés et gérés par les hommes que nous cherchons à protéger.

On peut longtemps encore jouer à ce jeu stérile de dénoncer les activités humaines sans proposer de solutions réalistes, ou réalisables, pour y remédier. C'est certes un business qui marche apparemment bien. Donnez-nous de l'argent et nous allons sauver le monde. Mais c'est aussi une démarche irresponsable si elle ne propose rien de concret. Ce qui est très inquiétant c'est qu'on voit poindre derrière les discours la tentation totalitaire d'un ordre mondial qui nécessiterait un régime politique très coercitif pour protéger une nature "vierge" de toute activité humaine.

On peut aussi partir des réalités, pas de représentations idéalisées voire idéologique de la nature, et ne pas rester prisonniers de la nostalgie d'un passé, disons-le révolu. L'avenir, n'est pas un retour sur image ni dans le statu quo. Alors comment voulons-nous construire cet avenir en essayant de concilier la santé des hommes (alimentation, maladies) dans un environnement qui préserve au mieux les héritages de la nature, mais qui ne redevienne pas pour autant un environnement hostile aux hommes ? Il y a des efforts à faire de part et d'autre et certains travaillent à rechercher des compromis. Mais ceux-là n'ont pas l'oreille des médias. Identifions des exemples considérés comme des réussites et mettons-les en valeur, sans pour autant vouloir imposer au monde entier un modèle unique car il faut accepter la diversité des situations et des contextes culturels. Pour que le dialogue soit possible autour de projets concrets et réalistes, il faut dépasser ces discours primaires et démobilisateurs qui laissent penser

implicitement que le meilleur moyen de préserver la nature c'est d'éliminer l'homme.

[LIRE NOTRE DOSSIER COMPLET](#)

"Covid-19", le nouveau coronavirus

- [EN DIRECT. L'Assemblée nationale approuve par 368 voix contre 100 le plan du gouvernement](#)
- [Obligatoires ou recommandés : quelles consignes pour les masques grand public?](#)
- [Déconfinement : ce qu'on pourra faire \(et ce qui restera interdit\) après le 11 mai](#)

Christian Lévêque est directeur de recherches émérite de l'IRD, ex-directeur du Programme Environnement, Vie et Sociétés du CNRS, et président honoraire de l'Académie d'agriculture de France